Mardi 27 mars 1979 – No 1059

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Tous unis autour des sidérurgistes !

Le bureau politique du PCML, le 26 mars 1979.

En venant manifester à Paris, le 23 mars, des milliers de travailleurs du Nord et de la Lorraine ont affirmé une nouvelle fois leur refus des licenciements dans la sidérurgie. De très nombreux travailleurs parisiens leur ont apporté le témoignage de leur solidarité. La marche sur Paris a donc exprimé l'opposition massive des travailleurs à la politique de licenciements du patronat et du gouvernement.

ET MAINTENANT ?

Rien n'est réglé. En dépit des manifestations de masse qui ont rassemblé, à plusieurs reprises au cours de ces derniers mois, des dizaines de milliers de travailleurs dans le Nord et en Lorraine, en dépit des actions qui ont eu lieu tout au long de ces dernières semaines, patronat et gouvernement maintiennent les licenciements dans la sidérurgie. Au cours des discussions de ces dernières semaines, les porte-parole du patronat ont réaffirmé le maintien des licenciements. Barre, de son côté, a déclaré que le plan de licenciements serait maintenu. Il n'y a donc rien à attendre des discussions en cours.

Gouvernement et patronat sont bien décidés à ne pas céder. Leur seul but est de gagner du temps, de faire traîner les choses pour faire tomber les licenciements dans le courant de l'été. Voici maintenant trois mois qui se sont écoulés depuis l'annonce des licenciements. *Le temps presse de plus en plus !* C'est dans les deux mois qui viennent que tout va se jouer.

Tandis que les licenciements sont maintenus, le patronat continue à réaliser des profits dans les entreprises. Il a l'intention de tirer le maximum des sidérurgistes avant de les jeter à la rue. A Longwy, il y a actuellement une production importante dans les usines ; à Sollac, où il y a 1 700 licenciements, en janvier-février la production a été de 8 % supérieure par rapport à la même période de l'année précédente.

FRAPPER AUX PROFITS ! DÉVELOPPER L'ACTION DANS LES USINES !

Devant cette situation, l'idée se développe qu'il faut maintenant frapper à la production dans les usines. Différentes initiatives se sont engagées, dernièrement, en ce sens. Le PCML estime que c'est là la bonne voie. Le moment est venu de frapper le patronat aux profits, de développer l'action dans les usines sidérurgiques.

Le PCML apporte son appui aux militants syndicaux de la sidérurgie qui s'engagent aujourd'hui dans l'action pour mobiliser les milliers de travailleurs de leurs entreprises afin de bloquer la production, c'est-à-dire tarir la source des profits patronaux. Le développement de l'action dans les entreprises est à l'ordre du jour.

DENAIN, LONGWY, DUNKERQUE : SOLIDARITÉ !

Frapper le patronat aux profits, cela signifie, aujourd'hui plus que jamais, réaliser l'unité d'action des sidérurgistes menacés par les licenciements avec ceux des usines qui tournent à fond, en particulier Dunkerque et Fos. C'est là aussi une idée qui se développe.

(Suite page 3)

Elections cantonales

Recul de la majorité

Les électeurs ont été nombreux à vouloir manifester leur mécontentement contre le gouvernement Giscard-Barre

Voir page 3

Manifestation du 23 à Paris

Pour sauvegarder l'emploi, le temps presse. Développer l'action dans les entreprises, voilà qui devient urgent.

Une démonstration de force et de solidarité

Voir pages 4, 5 et 8

TEMOIGNAGE

Sur les conditions de vie dans les ZUP

La vie des parents et des enfants

Voir page 6

CHINE

La mode et les danses : quel équilibre ?

MISES en plis, bals, films d'amour, tissus plus variés, robes pour les femmes : telles sont quelques-unes des « nouveautés » que les Chinois, surtout les jeunes, découvrent pour la première fois. Et (cela se comprend facilement), cela ne va pas sans certains excés. Quand on a 18 ans et qu'on découvre en quelques mois la mode, la danse et même le droit d'aimer librement, aprés des années de sevrage dû à une politique sectaire, comment ne pas être ébloui ?

Quand, au même moment, la Chine veut apprendre et importer de l'étranger toutes les expériences et techniques de pointe, comment ne pas être tentés, pour certains, de tout mélanger et de considérer comme « expérience de pointe » certains aspects du mode de vie qui se développe dans les pays capitalistes : femmes-objets ou femmes-poupées à longueur de magazines, chansons d'une banalité navrante à longueur d'émissions, changement (coûteux !...) de modes vestimentaires à longueur de saisons, etc.

A en croire le journal de la jeunesse chinoise, telle est la tendance qui se fait jour. *« chez une partie des jeunes qui, par snobisme, ne font que suivre la mode »*.

Dans sa rubrique spéciale *« Forum des jeunes »*, le journal souligne :

« Dans ses efforts tournés vers les quatre modernisations, la Chine aura à introduire les techniques avancées de l'étranger pour atteindre le peloton de tête du monde. Aussi, les jeunes doivent-ils s'assimiler les connaissances scientifiques et culturelles. C'est la tâche primordiale qui leur incombe. Telle est la « mode », si l'on emploie le mot, que les jeunes doivent suivre aujourd'hui ».

Un autre article aborde le même sujet en précisant toutefois qu'il n'y a pas de raison d'être contre le fait de bien s'habiller ou d'aller danser, mais qu'il ne faut pas trop se polariser là-dessus : *« Un jeune absorbé par son travail ou ses études ne saurait pas passer beaucoup de son temps à prendre soin de sa chevelure (...). Ce sont les sciences et les techniques que nous devons importer. Quant au mode de vie occidental, il faut l'analyser. Pour ce qui est de l'art qui reflète la vie et la mentalité décadentes et corrompues du capitalisme, on doit le boycotter »*.

Aujourd'hui, en Chine, il ne s'agit pas de retourner au règne étouffant imposé au peuple du temps de la bande des Quatre, mais de trouver un certain équilibre qui sache tenir compte des aspirations de la jeunesse à bouger, danser, aimer, s'amuser tout en menant à bien l'édification du pays. Et ce n'est pas si simple...

Claude LIRIA

Dans un couloir du métro à Paris

«Cette pub est une incitation au viol»

EN France, quand on parle de « dégénérescence », on suscite généralement un haussement d'épaule amusé. Et pourtant, pour ne prendre qu'un petit exemple, combien de femmes ne sont-elles pas ravies de lire quelquefois dans les couloirs du métro ces quelques mots de dénonciation : *« Cette publicité est une incitation au viol »* ou *« Ras-le-viol »*, écrits d'une main virulente sur une publicité de maillot de bain quelconque, donnant de la femme une image tout à fait dégradante ?

Autre exemple : qui ne s'est pas senti bouleversé d'indignation en voyant dans un grand magazine une photo qui se voulait de présentation de mode et qui représentait deux femmes nues entraînées dans un four crématoire par deux femmes habillées, casquées et bottées en uniforme nazi ?

La dégénérescence, ça existe et on a raison de ne pas l'accepter.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

AFRIQUE DU SUD

Il y a 19 ans, : le massacre de Sharpeville

LE 21 mars 1960, à Sharpeville, en Afrique du Sud (Azanie), plus de 2 000 Azaniens manifestaient prés du commissariat pour protester contre les « Pass Laws » qui obligeaient les Noirs à porter en permanence sur eux une carte spéciale sous peine d'emprisonnement. La police entièrement composée de Blancs formait une ligne massée face aux manifestants, un gradé leur donna l'ordre par haut-parleur de se disperser, mais ils refusèrent de bouger. La police ouvrit alors le feu sur la foule entièrement désarmée. On dénombre au moins 69 morts et 180 blessés, c'était infiniment plus que les hôpitaux réservés aux Noirs pouvaient contenir. Selon le *New-York Times*, *« les blessés étaient conduits à un hôpital pour Africains ; quand tous les lits furent occupés, les derniers arrivés furent soignés sur la pelouse de l'hôpital »*. Cet événement, unanimement condamné par tous les peuples progressistes du monde, demeure dans toutes les mémoires sous le nomde « massacre de Sharpeville ».

La manifestation contre les « Pass laws » avait été organisée par le Pan African Congress (PAC), qui était issu de l'African National Congress (ANC) à la suite de très sérieuses divergences sur la stratégie et la tactique à adopter pour le mouvement de libération. L'aile de la jeunesse la plus révolutionnaire et la plus déterminée de l'ANC critiquait la tactique de résistance passive des dirigeants ainsi que leur impuissance à développer un programme défini pour la libération.

TOUT UN PEUPLE DRESSÉ CONTRE L'APARTHEID

Les dirigeants de l'ANC avaient refusé de s'associer à la marche de protestation, prétextant que le peuple n'y était pas prêt. En fait, la réponse du peuple fut massive. Comme l'a reconnu à l'époque un représentant officiel du gouvernement raciste sud-africain : « Chaque Noir du quartier devait être là ».

Les événements de Sharpeville, ainsi que d'autres similaires, eurent une profonde influence sur le gouvernement d'apartheid. D'après ce que dit le PAC : *« Ils eurent pour conséquence la crise la plus grave qu'ait à affronter le gouvernement d'Afrique du Sud. »*

En réponse à ce massacre les ouvriers azaniens dans leur grande majorité, se mirent en grève et restèrent chez eux. Pendant près de trois semaines, la quasi-totalité du commerce et de l'industrie furent paralysés, et un grand nombre d'investissements étrangers fuirent le pays.

UNE IMPITOYABLE REPRESSION

Des voitures blindées patrouillèrent dans les rues des quartiers noirs et les avions les survolèrent en rase-motte en vue d'intimider la population.

Neuf jours après Sharpeville, le 30 mars, le gouvernement décréta l'état d'urgence. Plus de douze personnes furent exilées et les deux mouvements de libération, le PAC et l'ANC, interdits.

Des centaines d'Azaniens furent jetés en prison. Parmi eux le fondateur du PAC, le président Robert Sobukwe, qui avait dirigé la manifestation contre les « Pass Laws », à Orlando.

Deux mois plus tard, alors qu'il aurait dû être libéré, le gouvernement modifia la loi, introduisant un nouvel article lui permettant de garder indéfiniment en prison les prisonniers politiques. Connu sous le nom de « Sobukwe Clause », cet article fut utilisé pour maintenir le leader du PAC en prison dans les chambres de tortures des geôles de Robben Island, jusqu'en 1967. Il resta ensuite en résidence surveillée jusqu'à sa mort en 1978.

UN TOURNANT DANS LA LUTTE DU PEUPLE AZANIEN

Les événements de Sharpeville marquent un tournant dans la lutte du peuple azanien. Ce massacre montra à beaucoup de gens, pour la première fois, qu'un compromis avec l'apartheid était impossible.

Jusqu'à Sharpeville, la lutte contre l'apartheid se limitait essentiellement à des protestations pacifiques. Après, la lutte entra dans une nouvelle phase, préparant la guerre populaire.

D'après le PAC lui-même : *« Nous n'avions d'autre choix que d'organiser notre travail sur une ligne révolutionnaire. Nous avons organisé et mobilisé le peuple en vue du combat révolutionnaire pour le pouvoir d'Etat »*. Bien que déclaré illégal et soumis à une intense répression, le PAC n'a cessé de mettre en avant ses mots d'ordre de lutte.

Après son interdiction, le PAC devint clandestin et se prépara pour la lutte armée. C'est à cette époque que fut formé le POQO, l'aile militaire du PAC.

L'IMPACT INTERNATIONAL DU MASSACRE DE SHARPEVILLE

Sharpeville eut aussi des répercussions internationales. La nouvelle du massacre parvint aux Etats-Unis au moment où le mouvement de protestation des Noirs pour les droits civiques était en pleine extension. Les manifestants américains lièrent leur lutte à celle qui se déroulait en Afrique du Sud et mirent en avant le fait que les impérialistes américains avaient une responsabilité directe dans le massacre de Sharpeville. Ce sont, en effet, les USA qui avaient entrainé la police sud-africaine, équipé son armée et investi des milliards de dollars dans cette économie d'esclavage.

Ces liens entre le régime raciste et les impérialistes américains existent toujours. L'Etat français n'est pas non plus exempt de responsabilités : malgré les déclarations de Giscard, il continue de livrer au régime raciste sud-africain une impressionnante quantité de matériel de guerre, essentiellement destiné à la lutte contre la guerilla, comme des véhicules blindés légers et des hélicoptères anti-guerilla.

Le 19e anniversaire du massacre de Sharpeville montre que le souvenir de ce jour reste très vivant chez les peuples africains en lutte pour leur libération. Cette journée a été commémorée dans de nombreux pays d'Afrique et principalement dans les pays dits de la zone de front qui ont une frontière commune avec l'Afrique du Sud ou avec la Rhodésie. En assassinant 69 Azaniens, le 21 mars 1960, le gouvernement raciste sud-africain a, en fait, contribué à faire naitre des dizaines de milliers de révolutionnaires. L'histoire montrera que les martyrs de Sharpeville ne sont pas morts en vain.

«Inculpation pour violation de la loi sur l'immoralité»

Jusqu'au dimanche 8 avril 1979, au Petit TEP 17, rue Malte-Brun — Paris 20e (Métro Gambetta).

« Inculpation pour violation de la loi sur l'immoralité »

Histoire de l'amitié, puis de l'amour entre une femme blanche et un jeune métis dans une petite ville d'Afrique du Sud. Dénoncés par une voisine, ils sont arrêtés au nom de la loi sur l'immoralité. L'homme qui a inspiré à Fugard le personnage masculin de sa pièce s'est suicidé à sa sortie de prison. (Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 et le dimanche à 15 heures).

DANS L'ACTUALITE

Prévisions de l'OCDE

150 000 chômeurs officiels en plus en France cette année

L'OCDE, organisme international qui regroupe les principaux pays capitalistes occidentaux, vient d'estimer qu'il y aurait 150 000 chômeurs officiels de plus en France cette année. Les autres estimations de l'OCDE montrent aussi que la fin du tunnel n'est pas pour demain. Les investissements dans les matériaux de construction ont régressé *« de près de 20 % depuis 1973 »*. Rappelant que l'emploi a régressé de 150 000 postes entre 1973 et 1978, l'organisme estime qu'il faudrait *« un taux de croissance de 4,5 % pour que le niveau de chômage puisse commencer à reculer »*. Or, même si le taux prévu officiellement est de 3,7 % en 1979, l'OCDE pense que cette année le taux de croissance ne dépassera pas les 3 % : *« Taux toujours inférieur au potentiel de production »*. Les investissements, toujours selon l'OCDE, restent freinés *« par le ralentissement de la demande »* qui augmentera de 3 % seulement en 1979.

Les prix, eux, vont poursuivre leur montée vertigineuse : 9 % selon les experts de l'OCDE. Voilà qui laisse présager des jours sombres pour les travailleurs, mais aussi de gros soucis en perspective pour Barre et Bonnet.

L.C.

Budget 1980

Barre dégraisse les ministères

BARRE prépare déjà le budget 1980. Dans une lettre à ses ministres, il les invite à *« entreprendre un effort vigoureux de freinage de la dépense publique »*. Il précise : *« Ces économies devront être significatives. Je me refuse à examiner toute demande (de crédits) qui ne répondrait pas à ces conditions »*. Conditions qui sont : *« Une meilleure productivité des services »* et le remède-miracle : *« Des suppressions d'emplois correspondant à la réduction de certaines tâches devront être présentées »*.

Les vacataires et les stagiaires, de plus en plus nombreux dans les administrations sont les premiers visés.

L.C.

Tous unis autour des sidérurgistes!

(Suite de la page une)

Le PCML considère comme positive toute initiative qui peut, aujourd'hui, contribuer à faciliter cette unité. L'attaque patronale est l'affaire de tous les sidérurgistes. Une défaite des sidérurgistes face aux licenciements se solderait par une aggravation des conditions de travail à Dunkerque et à Fos. Il faut aujourd'hui unir la lutte contre les licenciements à la lutte pour les conditions de travail et les salaires. L'unité est vitale pour faire reculer le patronat et le gouvernement.

Le combat actuel des sidérurgistes concerne l'avenir de l'ensemble de la classe ouvrière. De très nombreux travailleurs ont les yeux tournés vers eux. Si le patronat et le gouvernement devaient gagner sans se heurter à une vigoureuse résistance, ils se sentiraient plus fort dans leur attaque contre tous les travailleurs. C'est pourquoi le PCML estime nécessaire que toute la classe ouvrière resserre les rangs autour des sidérurgistes et leur apporte sa solidarité, sous des formes multiples. Dans les organisations syndicales où ils sont présents, les militants du PCML auront pour souci dans les semaines qui viennent d'agir en faveur de la solidarité la plus vaste avec le combat des sidérurgistes.

Afin de contribuer au développement de la solidarité avec les sidérurgistes, le Bureau politique du PCML a décidé la tenue de trois rassemblements de solidarité : le 29 avril à Dunkerque ; le 30 avril à Denain ; à la mi-mai en Lorraine. Ces rassemblements de portée nationale seront l'occasion pour les militants ouvriers du PCML, pour les travailleurs en lutte de diverses régions d'apporter le témoignage de leur solidarité avec les sidérurgistes. Ils seront l'occasion de rencontres et discussions, d'échanges d'expériences entre les travailleurs de branches et de régions diverses.

Le Bureau politique du PCML
Le 26 mars 1979

ELECTIONS CANTONALES

Sur les urnes, l'ombre des hauts-fourneaux

Progression de la gauche et du PS

AU lendemain des élections cantonales, deux constatations s'imposent : d'abord, la forte participation dans des élections de caractère local : 66 % de votants le 18 mars, 70 % le 25. Deuxième constatation : la poussée des partis de gauche qui totalisent 54 % des voix. Le PS était le grand bénéficiaire de cette progression : il gagne 150 nouveaux cantons.

La gauche qui détenait la majorité dans quarante conseils généraux contre cinquante-cinq à la majorité a acquis la présidence de neuf nouveaux conseils généraux : l'Indre, le Lot-et-Garonne, les Pyrénées-Orientales, la Haute-Saône, la Saône-et-Loire, la Somme, la Seine-et-Marne et la Val-d'Oise.

La majorité recule, elle, et perd autour de 186 sièges, l'UDF totalisant 21 % des voix et le RPR 15 %. Elle est minoritaire aux cantonales. Citons deux indices intéressants : Henri, le fils de Valéry Giscard-d'Estaing a été recalé au premier tour et a dû remettre ça le 25 pour être enfin élu dans le canton de Marchenoir où le docteur Mauduit (UDF) était toujours élu au premier tour de scrutin. D'autre part, Chirac risque de perdre la présidence du Conseil général de Corrèze, acquise jusqu'alors au RPR. C'est ce dernier parti qui a perdu le plus de plumes dans la bataille.

Signe des temps : dimanche soir, seuls Mitterrand et Lecanuet (leader de l'UDF) étaient invités à commenter les résultats des élections au studio de FR 3.

Les autres formations étaient invitées à un autre débat moins important entre dirigeants des groupes parlementaires. Et Claude Labbé, président du groupe RPR au Parlement a quitté le studio de FR 3 pour protester contre ce débat Mitterrand-Lecanuet, prévu à l'heure de son passage ; il s'est même élevé *« contre les privilèges d'antenne »*. Il semble bien qu'on veuille signifier au RPR qu'il n'est plus ce qu'il était et qu'au vu de ses récents résultats, il doive se contenter d'une place plus modeste.

A gauche, c'était la semaine de l'unité, le temps d'une élection, unité qui va faire place à de profondes contradictions au moment des élections européennes.

Le fait que de nombreux électeurs ont voté pour les partis de gauche malgré les désillusions de mars 1978, montre combien est grand le mécontentement de la politique de chômage et d'austérité de Giscard-Barre. Sur les urnes de ce 25 mars, planait l'ombre des hauts fourneaux du Nord et de Lorraine.

Léon CLADEL

Reprise des lycéens à Martigues

Des comités de lutte sont créés

APRES la manifestation de mardi 20 mars, les lycéens ne savaient pas ce qu'ils feraient le lendemain. La grève a été reconduite au mercredi 21 dans chaque lycée, en assemblée générale. Voici comment elle s'est poursuivie par la suite.

Martigues, correspondance

Pendant l'assemblée générale au lycée Langevin mercredi, les délégués ont dit qu'il fallait créer des commissions, la grève a été reconduite au jeudi. Pendant l'assemblée générale de jeudi, les lycéens ont décidé d'écrire au proviseur et à l'administration du lycée une lettre contenant toute les revendications. Il a été prévu une manifestation dans les rues de Martigues, avec l'autre lycée et un CET de Port-de-Bouc. Jeudi, on manifeste à nouveau.

Deux incidents se sont produits dans la matinée de jeudi : un, au lycée Langevin où l'association de parents d'élèves Cornec est venu nous voir et nous a dit qu'il fallait reprendre les cours le lendemain, que nous étions des irresponsables, qu'il ne fallait pas continuer. L'APE Cornec s'est fait jeter du lycée, les lycéens lui ayant répondu que ce n'était pas à elle de décider de la poursuite ou de l'arrêt de la grève. L'autre au lycée Lurcat où les professeurs du PC sont venus diffuser un tract du PC (avec au dos du tract la sempiternelle adhésion). Les lycéens ont rouspété et une camarade de la JCMLF a pris le bigo et a dit : *« Mardi, vous avez refusé un tract d'un parti, nous, aujourd'hui nous refusons que vous diffusiez le vôtre »*. Les lycéens ont pris les tracts et les ont jetés.

L'après-midi à la manifestation, il y avait 1 500 élèves. Elle s'est déroulée sans incidents.

LA REPRISE. UN COMITE DE LUTTE EST FORME.

Vendredi matin, sur chaque lycée, les lycéens ont voté pour savoir s'ils reprenaient les cours ce matin-là ou lundi 26, la grande majorité au lycée Langevin était pour finir la semaine et rentrer en cours lundi. Nous avons décidé de rentrer massivement lundi.

Au lycée Lurcat, le vote a été fait, mais les dirigeants de la lutte étant en terminale, ont décidé de rentrer vendredi et beaucoup ont suivi. Vendredi matin, à Langevin, s'est formé un comité de lutte pour faire aboutir nos revendications dans le lycée. 35 élèves participent à ce comité. Les lycéens sont allés l'après-midi au lycée Lurcat soutenir les élèves et leur expliquer ce qu'ils faisaient sur Langevin.

Pour la journée de samedi, il a été décidé une manifestation au rectorat à Aix.

PREMIER BILAN A CHAUD

On peut tirer un bilan provisoire de cette grève. Certes il y a eu des insuffisances dans la direction de la grève. De nombreuses matinées et après-midi se sont passés à ne rien faire. Les lycéens étaient dehors et discutaient entre eux, quelques commissions avaient été lancées, mais n'ont jamais été mises sur pied (seulement pendant la matinée du jeudi au cours de laquelle les lycéens ont préparé tracts et affiches pour la manifestation de l'après-midi).

Les lycéens ne faisant rien, ils en ont eu vite ras le bol car pour eux faire grève ne signifiait pas qu'il fallait rester dehors à ne rien faire. Malgré tout, l'important c'est la création des comités de lutte sur les deux lycées qui fera comprendre à l'administration que la lutte continue jusqu'à l'aboutissement de nos revendications.

Manifestation du 23 à Paris

Une démonstration de force et de solidarité !

C'EST vers 9 h, vendredi matin que les premiers cars, transportant les travailleurs du Nord, de la Lorraine et de la Loire commencèrent à arriver aux cinq points de rassemblement prévus dans la proche banlieue parisienne. Les sidérurgistes n'étaient pas seuls, avec eux étaient venus aussi des mineurs de fer, des postiers prouvant par là que les suppressions d'emploi et le chômage sont le lot de toute la classe ouvrière, quel que soit le métier qu'elle fasse.

Dans cette matinée printanière, c'est sous les applaudissements chaleureux des travailleurs de Paris et de sa banlieue qu'arrivaient les cars. Hospitaliers, postiers, communaux, employés des impôts, ouvriers d'usines en lutte tels ceux de Dentzer, de l'AOIP, etc. étaient là.

Dans cette manifestation énorme et combative, manifestation à laquelle on n'était plus habitué à Paris depuis longtemps, se mêlaient, tous les âges. Cheveux blancs, jeunes des LEP, travailleuses avec une grande banderole demandant : *« Du travail pour tous et pour toutes »* reprenaient les slogans : *« Giscard, t'es foutu, les Lorrains sont dans la rue », « Longwy, Denain, Paris, solidarité », « Chômage, ras-le-bol » « Union, action avec la CGT »* ou encore d'autres ayant pour thème le *« sauvetage de la sidérurgie »*

DES CRS PRIS COMME DES RATS

A partir de midi, sidérugistes en tête, les différents cortèges convergèrent vers la place de la République. C'est là qu'eurent lieu les premiers incidents. Un groupe de deux cents personnes, se réclamant autonomes, s'était glissé dans les premiers rangs de la manifestation. Brusquement sortis d'une cour intérieure d'un immeuble et d'une petite impasse, une quarantaine de CRS les chargèrent violemment. Aussitôt, ce fut la fumée noire des cocktails molotov, et les premières grenades lacrymogènes.

Malgré le service d'ordre de la manifestation, des sidérurgistes commencèrent à se mettre de la partie. Les CRS étaient coincés entre la façade des immeubles et la manifestation. Pour une fois, le temps assez chaud avait bien servi les manifestants, de nombreuses canettes de bière vides, que les manifestants avaient conservées atterrissaient sans arrêt sur les CRS. Les cris de colère « CRS , SS » étaient repris à chaque fois par une partie plus importante des travailleurs qui remplissaient la place. Les CRS étaient cernés et malgré la sono qui répétait inlassablement *« Ne répondez pas aux provocations »*, ils auraient passé certainement un mauvais moment, s'ils ne s'étaient pas enfuis comme des rats en courant le long du mur pour détaler par une des avenues qui débouche sur la place.

UNE MANIFESTATION ÉNORME

Finalement, la manifestation s'ébranla pour rejoindre la place de l'Opéra qui en était le terme prévu. Pendant plusieurs heures, le flot de manifestants, surmonté d'une forêt de banderoles CGT, et parfois de quelques banderoles CGT-CFDT ou CFTC s'écoula sans discontinuer de la place. A 18 h, c'était encore loin d'être fini. C'est vers ce moment-là qu'arriva l'ordre de dispersion de la manifestation. En effet , en tête, de violents incidents se déroulaient. Prenant prétexte des bris de vitrines commis par les autonomes, les CRS chargeaient. On apprenait par ailleurs que le service d'ordre CGT aurait mis la main sur un policier en civil qui jouait le rôle de provocateur.

C'est avec un grand mécontentement que fut appris cet ordre de dispersion dans les rangs des manifestants. Pour les travailleurs, la provocation numéro un était bien la présence des CRS. On voit bien là à quoi aboutit de demandes l'augmentation de leurs effectifs : à ce qu'ils puissent encore mieux matraquer les travailleurs qui luttent pour pouvoir vivre décemment.

L'ampleur de cette manifestation et son ton ne peuvent que donner confiance aux sidérurgistes. Vendredi, il était clair que de nombreux travailleurs de la région parisienne était de tout cœur avec eux. Mais maintenant, le théâtre principal de la lutte contre les licenciements ne devrait-il pas se situer à l'intérieur même des trusts de la sidérurgie, pour frapper les patrons à la caisse ? Certes, il y avait 80 % des grévistes à Usinor-Denain le 23, mais uniquement de 20 à 30 % à Usinor-Dunkerque et Sacilor-Sollac. Montrer le mécontentement n'est pas suffisant pour contraindre Giscard-Barre à reculer et après la journée du 23, il devient urgent de poser la question du blocage de la production.

René BREAND

Au rassemblement avec ceux de Longwy

10 h 30. Des lycéens de l'établissement technique Jaurès se hâtent vers le rassemblement Eglise de Pantin, point de rencontre des manifestants de la Lorraine (Thionville, Longwy, Metz). C'est le premier signe de solidarité (étudiants parisiens allant unir leurs voix aux sidérurgistes lorrains). Ce n'en sera qu'un parmi tant d'autres, comme le cortège de sidérurgistes allemands venus exprès de Duisburg. Un choc. Ce n'est pourtant pas la première fois, mais c'est toujours impressionnant.

Un, deux, trois rangs de service d'ordre des sidérurgistes, soudés par l'enlacement de leurs bras, par leur cause commune.

Ils sont là, ceux avec lesquels on partageait déjà ses problèmes. A présent, un autre lien s'est créé, ce sont des liens politiques et humains qui se nouent.

Tout le monde était bien convaincu que *« le mari d'Anne-Aymone chiait dans la colle »*, que *« le chômage, il y en avait ras-le-bol »*, que *« Longwy vivra »*, et tous le criaient bien fort. Les sidérurgistes, les collégiens des LEP/CET, les enseignants, les commerçants et les ouvriers de la région de Lorraine et du département de la Seine-Saint-Denis.

Quelque cinq heures plus tard, au métro Richelieu-Drouot, les mêmes slogans étaient repris avec autant de détermination. Les cris n'étaient pas les seules manifestations de colère : fanfares, crécelles, ballons. Un groupe d'agitation-propagande improvisait des pas, des danses pour mieux rythmer encore leurs slogans.

Un postier CGT de la région parisienne me hisse jusqu'au toit d'une cabine téléphonique. *« Attention, ce n'est pas solide. Tout à l'heure, sur une autre, on est passé à travers. Juste après que les flics aient chargé. Un photographe Gamma était tout en sang, derrière l'oreille. »*

« Ils sont fous. On marchait. Et puis, ils sont arrivés » me dit une jeune femme. Ensuite, en tête de manifestation, les nuages de chlore étaient épais, mais pas assez pour que je ne puisse pas voir les manifestants qui se repliaient sous les coups répétés des CRS à l'Opéra, vers 18 heures. Autonomes, dit-on ? En tout cas, c'est bien les CRS qui ont fait reculer les manifestants, lancé des grenades contre la manifestation de dizaines de milliers, venus de partout, de tous les corps de métier, exprimant leur solidarité aux sidérurgistes et leur colère contre le chômage.

N. V.

15 000 parisiens accueillent à Ivry le midi de l'acier

IVRY. Vendredi 23 mars. 10 heures du matin. C'est le rendez-vous des « Méridionaux » de la sidérurgie. Et en effet, l'esplanade de la mairie est vite noire de monde, noire et colorée, car les casques blancs des sidérurgistes et les casquettes orange des autres manifestants font avec les banderoles déployées, de vastes taches de couleur.

Elles sont bienvenues ces casquettes sous le soleil qui semble s'être mis de la partie pour rendre la capitale accueillante ; il n'est pas seul, et beaucoup de Parisiens sont là aussi, venus de tout le département du Val-de-Marne. L'ambiance est détendue mais grave. « Ceux qui sont venus ont pris leurs responsabilités », me dit une employée de la DASS qui fait sa première grande manif parisienne ; militante CGT, elle va défiler avec ses camarades de la CFDT qui sont venus plus nombreux. La CFDT Val-de-Marne a appelé à manifester.

Plusieurs milliers de Parisiens sont donc venus accueillir les sidérurgistes du Midi : ceux de Fos, de la Solmer, Ugine-acier, de St-Etienne, Creusot-Loire, de Saône-et-Loire, le Creusot et même de l'Isère. Les Manufrance étaient venus aussi de St-Etienne et même une délégation de JB Martin usine occupée depuis plus d'un an dans la vallée du Gier.

CM

Dans les bus, avec ceux de Lille

De notre correspondant Lille.

PRES de 150 bus partaient de la région du Nord pour la marche sur Paris. A Dunkerque, il y a huit bus dont trois pour Usinor. La CFDT est présente avec les banderoles. Ceux de Mardyck sont là aussi mais malheureusement peu nombreux. Dans le bus, l'atmosphère est plutôt à la blague, très peu militante excepté du côté des délégués syndicaux.

On s'interroge déjà sur les perspectives après le 23. On discute tranquillement de la mobilisation réalisée pour la marche : « *L'avantage*, déclare un délégué CGT, *c'est qu'on a fait un gros boulot pour cela, on a été sur le tas discuter avec chaque gars* ». Excellente manière de renouer des contacts parfois distendus et de préparer des initiatives de masse ultérieures.

La question se pose aussi de la présence peu importante de ceux de Mardyck. Il faudra en tirer le bilan.

A Denain, dès 6 heures du matin, les bus sont pris d'assaut devant la porte Cavro. Il y a peu de femmes et presque pas d'enfants. Des groupes compacts, banderole sur l'épaule, gagne la gare où les attend le train spécial qui vient de Valenciennes.

Sur l'autoroute, nous croisons une file d'une dizaine de véhicules de gardes mobiles, ce qui a le don de mettre tout le monde de bonne humeur. Il y a là un verrier d'Aniche : « *Chez Sovirel, où je travaille, il y a eu une assemblée. La CGT a dit : "Tous les délégués vont à la marche qui vient avec ?" J'ai été le seul à lever la main* ». Ce camarade, travailleur d'origine italienne, est venu « *pour la solidarité* » : « *On se bat pour les camarades de Denain et pour nos enfants* ». Mais là aussi, l'atmosphère dans le bus n'est pas à l'enthousiasme. Cette marche, chacun est venu pour la faire avec, dirait-on, une certaine gravité. Et elle possède aux yeux de tous une grande signification. On écoute les bulletins d'information de la radio, on boit le café des thermos, on mange une tartine. Les camarades qui ont fait le poste de nuit essaient de dormir.

Rémi DAINVILLE

Avec ceux d'Usinor-Dunkerque et Mardyck

De notre correspondant Dunkerque

ON arrive à Saint-Denis. Les discours sont peu écoutés et les flons-flons, l'atmosphère de kermesse donnent un style qui surprend plus d'un... Cette atmosphère ne semble pas beaucoup plaire aux militants CFDT d'Usinor-Dunkerque. Ils sont venus parce que cette marche du 23 représentait pour les travailleurs un certain espoir mais ils ne se font pas beaucoup d'illusions. Pour eux, la marche sur Usinor-Dunkerque, reportée au 6 avril, est un sacré enjeu et l'objectif reste clair : faire entrer Dunkerque et Mardyck dans la lutte.

Dans la manifestation, du côté des Dunkerquois, on entend constamment des airs et des chants du carnaval de Dunkerque : « *Les Dunkerquois sont 'à !* » ou « *On dit que Dunkerque est mort, est mort et enterré, mais c'est pas vrai* » Jusqu'à de vrais chants de carnaval qui sont lancés par ci-par là...

Peu de mots d'ordre de solidarité, c'est le reflet de l'unité encore insuffisante et surtout du manque d'information. Mais de plus en plus, les travailleurs commencent à en avoir assez de marcher ainsi sous le soleil, de se demander à quoi ça va servir. Et quand le service d'ordre CGT et un membre du PCF de Dunkerque, Pierron, viennent de donner l'ordre de se disperser face aux CRS qui attaquent, là, tout le monde n'accepte pas si facilement : « *Quoi, on marche cinq heures pour déguerpir devant les flics !* » « *Alors à quoi elle sert cette manifestation, on se fout de nous!* »

Cette débandade devant les flics, cette manifestation qui se termine en queue de poisson (le service d'ordre se retirant précipitamment le premier et laissant les travailleurs désarmés face aux CRS) sans même que les gars de Dunkerque aient vu ceux de Longwy, ou même discuté avec ceux de Denain, est très mal ressentie par certains. Plusieurs avancent face aux CRS, les bouteilles volent en direction des flics, mais que faire, sans casque, sans rien dans les poches sans que la riposte soit organisée massivement.

Au retour, dans le bus, la discussion est vive : à quoi a servi cette manifestation ? Certains délégués essaient bien de défendre cette manifestation mais ils sont plutôt sur la défensive et le cœur n'y est pas. Les critiques fusent. On n'a même pas vu ceux de Longwy et d'ailleurs, pourquoi ne pas avoir choisi de regrouper tous les sidérurgistes ensemble, en tête de manifestation au lieu que Denain, Longwy, Dunkerque soient séparés.

ASSURANCES

A la Winterthur, ils ont gagné !

DEPUIS début janvier, s'est développé dans les Assurances un mouvement revendicatif inégalé depuis 1953. Les revendications, avec des nuances selon l'entreprise sont : 400 F d'augmentation, 1 000 F de prime de rattrapage 1978, salaire minimum à 2 600 F.

Le patronat des compagnies multinationalisées (CAN, UAP...) s'est montré particulièrement intransigeant.

Par contre, dans beaucoup de compagnies privées, les grévistes ont repris le travail après avoir obtenu des résultats, plus ou moins importants suivant les sociétés 40 F à 60 F d'augmentation mensuelle, prime de rattrapage mini entre 200 F et 500 F, diminution du temps de travail dans certaines sociétés.

La Winterthur est un de ces exemples.

Dans une société située à Paris-La Défense, l'assemblée générale des grévistes a voté la reprise du travail le jeudi 22 mars, après quatre semaines de grève, en ayant obtenu :

— 140 F d'augmentation mensuelle ;

— Une prime égale à 10 % du salaire de novembre 1978, avec minimum de 400 F ;

— Paiement de deux-tiers des jours de grève, pas de retenue sur les primes ni sur les jours de vacances ;

UNE GREVE ACTIVE

C'est une grève « active » qu'ont menée les 40 % de grévistes (sur 600 employés) : comité de grève, commissions de travail, collectes, etc.... (Voir l'interview du comité de grève dans *L'Humanité rouge* du 7 mars). Après deux semaines de refus de négociations de la part du patron, celui-ci « accepte » une réunion exceptionnelle du comité d'entrepise. Durant la semaine de négociations qui suit, l'assemblée générale des grévistes repousse à quatre reprises et à l'unanimité les propositions de la direction. Le vendredi de la 3e semaine, la direction rompt les négociations, commence à faire faire des heures supplémentaires à des non-grévistes, à muter certains de ceux-ci dans les services entièrement en grève.

L'OCCUPATION AUGMENTE LE RAPPORT DE FORCE

Riposte immédiate : le lundi matin, l'occupation de l'informatique est votée et réalisée par l'assemblée générale. Miracle ! La direction se remet à vouloir « *discuter* » et propose « *négociation contre évacuation* ». Les grévistes sont en train d'en discuter entre eux le mercredi, quand ils reçoivent les assignations au tribunal des Référés (pour entrave au travail) : le résultat est que personne ne parle plus d'évacuer. La direction « craque » alors et fait les propositions qui seront acceptées par l'assemblée générale du lendemain.

QUEL PREMIER BILAN ?

Il sera à tirer par les grévistes eux-mêmes avec leur comité de grève et leurs sections syndicales CGT et CFDT. Mais on peut faire quelques remarques :

1) Cette grève a été exemplaire par la progression qu'elle a suivie, adaptée à ce que le personnel, qui n'avait pas fait grève depuis 1968, était prêt à faire.

2) L'unité a été constamment voulue et réussie, à trois niveaux :

— Entre les grévistes : 250 au bout de quatre jours, le même nombre à une dizaine près à la fin ;

— Entre grévistes et non-grévistes ; actions incessantes auprès de ceux-ci. Ils ont été informés continuellement du déroulement de la grève, associés par diverses actions au mouvement (collectes, réunions d'information...)

3) Tout ceci a été possible grâce à l'organisation rigoureuse de la démocratie dans la grève : tous les jours assemblée générale avec informations, groupes de discussions, prise de décision par vote.

Le comité de grève regroupait syndiqués et non-syndiqués et était très actif.

L'unité avec le reste de la profession, pour faire céder la fédération patronale, a été plus faible, mais c'est là une faiblesse d'ensemble du secteur assurances : chaque boite semble s'être battue seule dans son coin, malgré les manifestations communes.

LA GREVE EST FINIE. MAIS

Le boulot n'est pas terminé. Il reste au comité de grève et aux sections syndicales une tâche essentielle à accomplir : maintenir au-delà de la lutte l'unité du personnel, souvent menacée à la fin d'une grève par les divisions entre grévistes et non-grévistes (« on s'est battu pour les autres ») et entre ceux qui voulaient continuer et les autres (« on aurait pu avoir plus »). C'est là le gage d'une victoire complète et *durable* sur la direction.

Quatre semaines de grève ont eu lieu à la Winterthur Paris-la Défense) : assemblée générale des grévistes

FLORANGE (LORRAINE)

Les grands bureaux de Sollac occupés

PLUSIEURS centaines de travailleurs, notamment s'étaient rassemblés l'après-midi du 23 mars, devant les bureaux centraux de Sollac à l'appel du syndicat CFDT de Sollac.

Au cours d'une brève prise de parole, le secrétaire de la sidérurgie lorraine CFDT devait insister sur la nécessité de développer l'action dans les entreprises et appeler à préparer la grève dans les entreprises sidérurgiques.

Après la présentation d'un sketch dénonçant les De Wendel et quelques chansons d'une chorale de lycéens, la foule se dirigeait vers les portes des grands bureaux. Celles-ci cédaient et aux cris de « *Union, action occupation* », les travailleurs pénétraient dans le bâtiment, enfonçant le barrage de gardes et de flics présents. Au premier étage, les travailleurs dénichaient dans un bureau le directeur de Sollac, Staquet, et lui criaient aux oreilles : « *Travailleurs, Oui ! Chômeurs, Non !* ». Ce monsieur, dont un sidérurgiste disait : « *Venez voir quelqu'un qui a les mains sales !* », n'en menait pas large. Alors que les gendarmes mobiles arrivaient et pénétraient dans les bureaux, les travailleurs se retiraient sans affrontement, en criant : « *On reviendra ! On reviendra !* » mais beaucoup plus nombreux, cette fois.

Depuis toujours, les grands bureaux de Sollac avaient fait figure de sanctuaire. La direction n'aurait sans doute jamais imaginé qu'un jour les travailleurs en forceraient l'accès. En agissant ainsi, les travailleurs et militants syndicaux présents ont affirmé leur détermination à lutter énergiquement.

La bonne voie

DEPUIS plusieurs jours, à l'initiative de l'UIS-CFDT de Longwy, la centrale à oxygène d'Herserange est occupée. Cette centrale alimente les usines de la Chiers, d'Usinor et de Rehon.

A plusieurs reprises, l'arrivée d'oxygène a été bloquée, réduisant ainsi considérablement la production dans les usines, sans toutefois que les patrons puissent décréter le chômage technique. Cette action a l'appui des travailleurs et porte des coups aux profits patronaux.

De son côté, le syndicat de la sidérurgie lorraine CFDT a publié dernièrement une déclaration où il affirme : « *Une amplification importante de l'action des sidérurgistes est indispensable. Le moment est venu que cette action se traduise le blocage de la production, par une multiplication des arrêts de travail partout. Le moment est venu de désorganiser la production. C'est maintenant que, par la grève, il faut exercer une pression importante sur le patronat et le gouvernement. Les négociations sont en cours. C'est principalement par le rapport de force dans les entreprises, par la grève, que l'on obtiendra des résultats. Faire grève une journée par mois, c'est nettement insuffisant. Ce type de rapport de force n'est pas à la hauteur des problèmes posés* ».

LORIENT

Sur les conditions de vie dans les ZUP

La vie des enfants (et des parents)

NOUS nous sommes battus pour obtenir un animateur qui encadre les enfants de 6 à 14 ans pour des activités (cuisine-danse...) et des jeux de plein air. Cet encadrement social qu'une mère de famille ne peut réaliser seule est indispensable.

Les enfants ont beaucoup de temps libre (après l'école, les vacances). De plus, quand les parents ont des problèmes énormes (budget de misère, alcoolisme...), si rien n'est fait aujourd'hui pour eux, faudra-t-il s'étonner si demain ils sont délinquants ? Un terrain vague en bordure d'immeubles doit être aménagé pour eux avec des buttes et des bosquets. Mais le quartier compte cinq tours de 90 familles chacune, soit près de deux mille personnes sur quelques dizaines de mètres carrés.

Et entre les tours, rapprochées au maximum, rien, pas une balançoire, que des courants d'air car on a coupé les arbres (chênes, pommiers).

QUI EST RESPONSABLE ?

Qui est responsable ? Les promoteurs qui ont acheté le terrain 1 F le mètre carré et l'ont revendu 30 F. L'office d'HLM qui a construit sans en perdre un pouce. Il *« n'est pas un office de bienfaisance »* a-t-il dit, et pour cela il dit vrai ! La ville qui a laissé tout se faire sans acheter la moindre parcelle pour faire des aires de jeux. La société de profit pour qui le travailleur n'est bon qu'à produire toute la journée pour s'entasser dans du béton le soir.

De toute façon, quand vous êtes au 14e, vous ne pouvez pas surveiller vos enfants, c'est trop loin. Alors, il faut descendre et monter dix marches avec un landau ou une voiture d'handicapé ! Il faut le vivre tous les jours pour savoir ce que c'est.

PAS UN COMMERCE SUR LE QUARTIER

Il n'y a pas un commerce sur le quartier, seulement deux moyennes surfaces à la périphérie et des camions qui passent. Mais si vous voulez faire couper les cheveux à votre enfant, acheter une fermeture éclair ou faire réparer une paire de sandales, il faut aller en ville. Car ici, il n'y a pas de boulangerie, pas de poste, pas de cinéma, pas de café, pas de snack. Si vos parents viennent vous voir et que vous ne rentrez qu'à 7 heures, ils resteront dehors à battre la semelle. Les jeunes du quartier n'ont pas une table autour de laquelle se retrouver. Ils sont devant les immeubles les mains dans les poches.

Une mère du quartier militante du Parti

Les jeunes

« Pour nous, il n'y a rien. Avant, il y avait un bâtiment de ferme sur le terrain vague, on s'y plaisait, on avait mis des posters sur les murs... Il y en a à qui ça n'a pas plu de voir gars et filles ensemble, les bulldozers sont arrivés... Maintenant, on est dans l'escalier, on se fait engueuler. Chez nous, on se fait engueuler. Si on veut faire une boom, il faut aller dans les caves. Pour réparer nos mobylettes, sur les parkings, on se fait engueuler, dans les caves, on se fait engueuler. On voudrait un local pour ça. Et si on veut sortir, il n'y a rien. Il n'y a rien dans ce quartier ».

On a obtenu un animateur

UN des deux animateurs de la maison de quartier du Bois du château, quartier de 3 000 logements, majorité HLM, avait démissionné, l'été dernier. Depuis il n'était pas remplacé et à Noël on apprenait que son poste était supprimé du budget 1979.

Le comité de quartier qui regroupe une trentaine de familles et qui depuis 6 ans anime (bals, sorties, etc.) et revendique (écoles maternelles, etc.) décide de faire quelque chose. On passe d'abord au porte-à-porte faire signer un texte de pétition pour informer la population : 600 personnes, ce qui est un bon chiffre, signent. Ça commence à faire du bruit. On fait un journal de quartier consacré à ce problème et aux espaces verts et on en distribue 1 200 exemplaires au porte-à-porte, il faut le faire ! Puis on demande un rendez-vous au maire (socialiste) et on convoque les gens à une réunion par affiches dans les cages d'escalier. Et c'est devant 80 familles que les responsables des services techniques de la ville acceptent nos propositions, croquis à l'appui, d'aménagement des terrains vagues et de la décharge. Suite à la réunion suivant l'inter-quartier, le maire embauche sous contrat l'animateur demandé.

Ce n'est pas entièrement satisfaisant. Le maire embauche une personnes sans diplome, l'association des centres sociaux (moitié ville-moitié CAF) qui gère les maisons de quartier ayant refusé. C'est tout de même obtenu et obtenu pour s'être bagarrés, les gens le savent ! Les familles du quartier pourront à nouveau envoyer leurs enfants à l'annexe faite pour eux.

CANTONALES

Plogoff et tout le cap Sizun ont dit non à la centrale nucléaire !

Communiqué du Parti Communiste Marxiste-Léniniste, section de Cornouailles

GISCARD avait promis : *« Ceux qui ne veulent pas de centrale n'en auront pas »*. Eh bien cette fois il doit être fixé. Dans le canton de Pont-Croix, Sergent, le seul candidat pronucléaire a obtenu 3 009 voix. L'ensemble des autres candidats comptent 7 853 voix. Cela veut dire que plus de 80 % de la population du Cap Sizun dit *« non à la centrale »*.

Cependant que les travailleurs du canton ne se fassent pas d'illusion. On sait ce que valent les promesses du gouvernement... et ce n'est pas leur conseiller général qui empêchera la centrale nucléaire de se construire. La population de Plogoff sait d'ailleurs par expérience qu'il n'y a rien à attendre de ces assemblées de notables.

Pendant cette période électorale, EDF et le gouvernement n'ont pas perdu leur temps : l'enquête d'utilité publique se prépare dans le secret... et malgré les démentis, le projet d'une caserne de CRS au petit séminaire de Pont-Croix ne semble pas abandonné. On ose tout de même espérer que l'évêque du Finistère hésitera un peu à gagner de l'argent en facilitant le matraquage de ses fidèles !

Hélas, la bataille électorale, loin d'unir tous ceux qui veulent s'opposer à la centrale, a surtout été une période de désunion et de querelles stériles.

Il est temps que cessent ces divisions. Pour faire échec à cette centrale que Giscard et sa clique veulent nous imposer de force, une seule solution : la lutte unie de toute la population de Plogoff derrière son comité de défense et celle de l'ensemble du Cap Sizun qui a clairement dit *« non à la centrale ! »*.

Les résultats du premier tour des cantonales dans le canton de Pont-Croix n'apportent certes aucun changement... La droite gardera son conseiller général.

Et pourtant, ce scrutin mérite d'être analysé de plus près. Car il faisait figure de référendum, pour ou contre la centrale nucléaire à Plogoff.

Voyons les résultats :

Pour la centrale : un seul candidat. Le notable réactionnaire Sergent 3 009 voix (en 1973, il avait été élu avec 5 087 voix).

Contre la centrale :

— Congan-UDF : 3 269 voix. Il a déclaré s'opposer avec son conseil municipal à la centrale. On peut certes se demander comment il peut prétendre s'opposer à la centrale tout en soutenant le gouvernement qui veut l'imposer.

— Normant-PS : 2 532 voix. Le PS est en gros progrès (1 100 voix de plus qu'en 1973). La question de la centrale en est une des raisons.

— Morvan-PCF : 1 325 voix. Léger recul. Les récentes déclarations de Marchais lors de son Tro-breiz y sont sans doute pour quelque chose. Il s'est en effet, à la surprise de tous y compris des militants de son parti, déclaré pour une centrale nucléaire en Bretagne. Le candidat du canton, lui, a maintenu son opposition à la centrale de Plogoff. Peut-être la propose-t-il à la population de Plomoguer et d'Erdeven !

— Mins-PSU : 727 voix.

— Total 7 853, soit plus de 80 % des suffrages.

(Photo HR)

Décembre 1978. Une manifestation contre la centrale nucléaire de Plogoff.

L'HUMANITE ROUGE – Mardi 27 mars 1979

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Centrale EDF - Tricastin (Vaucluse - Drôme)

Grève des travailleurs intérimaires

DEPUIS une semaine, différentes boites sont en grève avec blocage des portes. Face à cela, les patrons décident de licencier les travailleurs intérimaires. Vendredi 23 à 4 h 30, les travailleurs intérimaires sont en grève, ils bloquent les portes. Au piquet de grève, il y a 100 à 200 personnes. Ils exigent le réembauchage de tous les intérimaires licenciés, le paiement des jours de grève et des déplacements pour tous les travailleurs, y compris fixes ; ils appellent à la solidarité de tous les travailleurs. Le PCF et le PCML soutiennent la grève.

Les patrons essaient de diviser, de proposer des négociations boite par boite. Refus de tous les travailleurs intérimaires. Une pétition commence à circuler à 14 heures. A 15 heures, il y a déjà 200 signatures. Les travailleurs intérimaires et tous les travailleurs envisagent la mobilisation face à l'intransigeance patronale. Lundi, la grève continue.

— *Non aux boites intérimaires !*
— *Embauche de tous les intérimaires par les boites utilisatrices !*

Les travailleurs intérimaires membres du piquet de grève

NIMES

Le centre du LUC en lutte

DEPUIS le vendredi 9 mars, le personnel du centre du Luc est en grève à l'appel des sections CGT-CFDT. Ce centre accueille cinquante-huit jeunes. Certains travaillent chez un patron, d'autres sont en formation technique avec des éducateurs techniques. Il y a, par ailleurs, treize éducateurs-animateurs plus le personnel des services. Cet établissement a déjà fait grève l'an dernier. Certaines revendications sont toujours sur le tapis comme quoi les promesses...

En assemblée générale, les personnels ont mandaté six des leurs, syndiqués et non-syndiqués, pour négocier point par point les revendications, voici les principales :

— 6 jours de congé trimestriel pour tous ;
— Un contrat de travail à l'embauche ;
— Augmentation d'effectifs ;
— Les heures de délégation syndicale ;

Les autres concernent les classifications, la majoration des heures supplémentaires et autres droits qui ne sont pas respectés. Forts du succès du foyer de la Providence, qui, la semaine dernière après une grève, a obtenu gain de cause, les travailleurs du Luc se préparent à une lutte longue, ils sont déterminés, le patron doit céder !

A Nimes également, le foyer Coste est en grève depuis le vendredi 15 sur les mêmes revendications principales ainsi que sur des augmentations de budget pour une meilleure qualité du travail éducatif. C'est la première grève au foyer Coste et on prépare la popularisation, un contact a été établi entre les deux foyers en lutte.

Affaire à suivre.

Correspondant local HR.

«Les chômeurs de Toulouse récidivent»

LE mercredi 14 mars, des chômeurs avaient appelé à une fête, pacifique, dans une ANPE, pour discuter avec ceux qui venaient ce jour-là. La police est intervenue violemment pour les expulser et les arrêter, sans aucun motif.

Pour contrer cette volonté du pouvoir d'empêcher les gens de parler de leurs problèmes, de s'organiser et d'agir, d'autres chômeurs appellent à une fête-débat devant l'ANPE du Mirail pour le mercredi 28 mars à 14 heures.

Nous invitons donc tous les chômeurs de la région à venir discuter (sur le chômage et tous ses problèmes : face à l'augmentation du chômage, le pouvoir ne répond que par la répression ; expulsion des immigrés, incitation à rester au foyer pour les femmes, flicage des jeunes, répression accrue de la petite délinquance, culpabilisation, contraintes administratives, répression des luttes des travailleurs (de Longwy à Denain, etc.) et en particulier des retards dans le paiement des allocations par l'Assedic et l'aide publique.

Nous demandons à chacun d'apporter bouffe, boisson et musique !

Un collectif chômeurs

(Photo HR)

A la manifestation du 23 mars à Paris, les travailleurs de la SFP continuent à réaliser leur film sur la lutte des sidérurgistes de Longwy.

TOURS

L'usine SKF (roulement à billes) occupée par les grévistes

LA grève commencée jeudi 15 mars par les ouvriers professionnels (200 ouvriers) s'est durcie. Mardi 20 mars, par l'occupation des locaux votée par l'ensemble des 1 100 ouvriers de l'usine, ainsi que le blocage des camions. Les ouvriers représentés par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO réclament :

— Une augmentation de 6,5 % depuis le premier février, au lieu de 4 % au 1er avril proposés par le patron ;
— Un accord de salaire pour 1979 ;

Face à une multinationale qui restructure à tour de bras pour battre la concurrence japonaise, ils n'auront pas la partie facile. Mais après la grève victorieuse de la SPRAGUE (Voir HR No 1 037), ainsi que plusieurs actions dans les entreprises, il semble que la classe ouvrière de Tourraine relève la tête et suit l'exemple des sidérurgistes, des postiers, de la SFP. Le syndicat CFDT des métaux a déjà commencé la popularisation, car une victoire à la SKF serait pour tous une bouffée d'air pur.

BAGNOLS-SUR-CEZE

Grève à Sotrasca - Marcoule

UN vingtième des travailleurs de la Sotrasca sur les 120 en régie à Marcoule devait passer dans une nouvelle boite à Sirem, suite aux nouveaux contrats passés avec la Cogema ; ces travailleurs employés en fixe porraient être déplacés.

Le lundi, l'agent de section CFDT distribuait un tract dénonçant cet état de chose. Tout de suite, les 120 travailleurs hormis certains cadres se mettaient immédiatement en grève, les intérimaires y participèrent. Quelques travailleurs déplacés auparavant à Pierrelatte à 25 km de là se mettaient en grève et revenaient à Marcoule. Au bout de trois jours, le patron acceptait de négocier et sur tous les points développés dans le cahier de revendications établi.

Foyer AFRP de Gennevilliers

Les travailleurs s'élèvent contre leurs conditions de vie

Communiqué

NOUS sommes 300 résidents immigrés au foyer AFRP de Gennevilliers 29, route principale du Port à Gennevilliers. Nous avons les mêmes conditions de vie que nos frères qui vivent dans les foyers Sonacotra.

De plus nous vivons dans un isolement total par rapport au centre ; le bus s'arrête à vingt minutes de marche du foyer. Nous devons ensuite traverser un tunnel de 120 mètres sous l'autoroute de Pontoise et un terrain vague ; ce passage n'est pas goudronné. Le tunnel n'est pas éclairé la nuit.

Certains d'entre nous ont été victimes d'agressions dans ce passage : c'est ainsi qu'un de nos frères qui rentrait au foyer vers 23 h a été arrêté par trois gardiens du parking Renault qui l'ont menacé de leurs révolvers en lui disant : *« Tu es un voleur de voitures, suis-nous »*. Ils l'ont emmené dans le parking, l'ont battu et quand il est tombé à terre ils ont lâché sur lui les trois chiens qui l'ont mordu.

Pour accentuer notre isolement, rien n'a été prévu pour nous ravitailler en toutes denrées : pas de commerce, pas d'infirmerie, pas de bureau de poste. Face à ces conditions déplorables, nous avons décidé de suivre la voie tracée par nos camarades des foyers Sonacotra. Cela fait huit mois que nous sommes en grève de loyer pour la satisfaction de nos revendications.

Le comité de résidents du foyer AFRP-Gennevilliers
9, route principale du Port

BLOC-NOTES

ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

Table ronde « Justice et démocratie en Chine », présentée par Régis Bergeron, président de l'AAFC, et animée par Mme Simone Cornec, avocate ; Mme Monique Guemann, substitute ; M. Raymond Darcel, syndicaliste.

Mardi 27 mars à 20 h, 35, rue de Sèvres – 75007 Paris.
Participation 6 F.

LE COMITÉ DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES de Bagnols-sur-Cèze

organise le 31 mars une conférence-débat sur le thème : « La politique extérieure de la Chine », au centre culturel des Escanaux (Bagnols-sur-Cèze) à 21 heures avec Jacques JURQUET.

REGARDS SUR LA CHINE

Du 26 au 31 mars, dans le hall du foyer des jeunes travailleurs de Roanne, les animateurs du FSI, l'ARC (Action et recherche culturelle) et les AAFC (Amitiés franco-chinoises) vous invitent à visiter une exposition de gravures chinoises, d'objets artisanaux et de livres d'enfants chinois. Ces objets – ainsi que de la presse chinoise – seront en vente les mardi 27, jeudi 29 et vendredi 30 de 18 h à 19 h.

Cette semaine se clôturera le samedi 31 mars en soirée par un film chinois (le sport) et un montage diapos réalisé par deux personnes ayant visité la Chine l'été dernier.

Sommaire du prochain numéro de *Prolétariat*

EDITORIAL : Prendre en compte les différents aspects de l'Union européenne. Comité central du PCML.
INTERVIEW : Henri jour apporte les réponses du Parti communiste marxiste-léniniste aux questions formulées par Jean Schubert.
D'HIER A AUJOURD'HUI : Aux origines de l'Union européenne. Henri Jour - Guy Lebreton.
ÉCONOMIE : Qu'est-ce qui fait marcher l'Europe ? Catherine Lemaire.
Un monopole comme les autres : l'Arbed. Yves Lepic.
FRONT OUVRIER : L'Europe et les travailleurs. Yves Lepic
FRONT PAYSAN : Vingt ans d'Europe verte. Lucien Nouveau.
EUROPE TIERS MONDE : Entre le colonialisme et le nouvel ordre économique mondial. Catherine Lemaire.
QUESTIONS MILITAIRES : Quelle défense pour l'Europe ? Annie Brunel.
DOCUMENTS : Le PCMLF et l'Europe.
Les grandes dates de la CEE.
Carte de l'Europe.
FRONT CULTUREL : Honoré Daumier sur l'Europe, la guerre et la paix. Hervé Dastar.
LIVRES : Notes de lecture : *L'Illusion de la détente, Traités et documents relatifs à la CEE, Les occidentaux, La politique agricole commune, La France et la défense de l'Europe.* Lucien Nouveau.

Abonnez-vous : Un an : 52 F
Soutien : 80 F
Prolétariat : B.P. 320 – 13213 Marseille Cedex 1

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

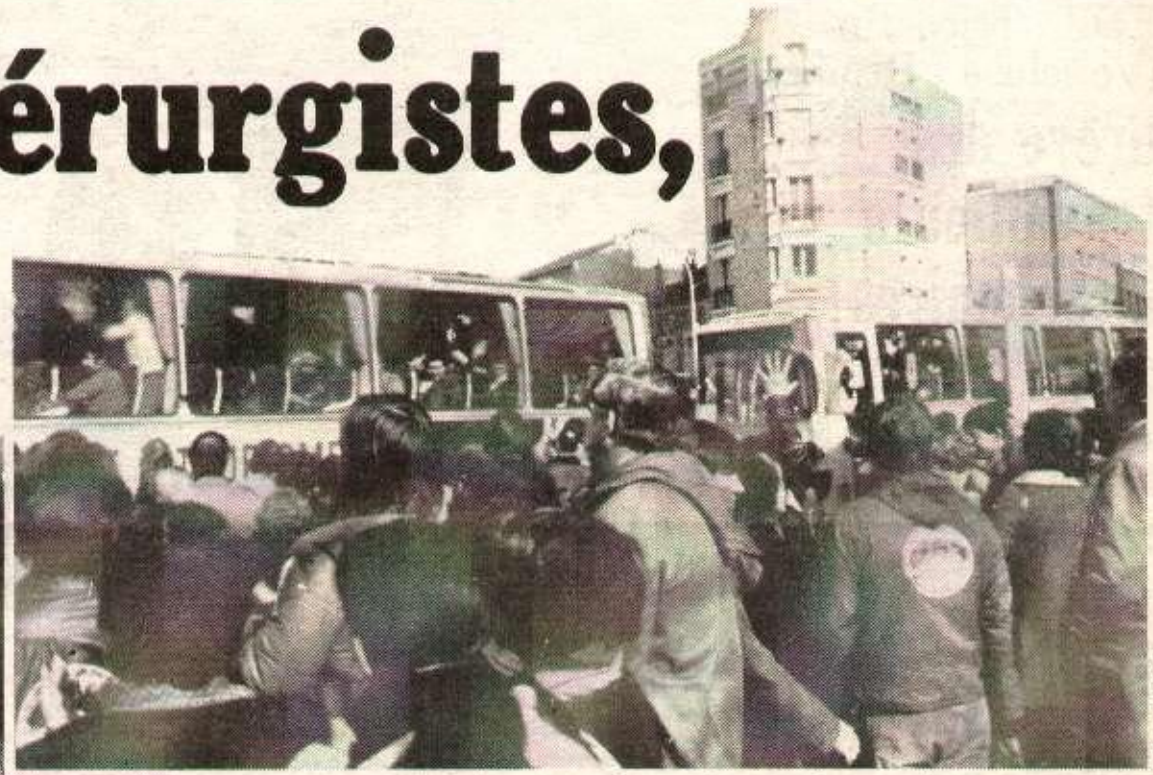
(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur)

Directeur de publication : André Deliesse
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Depot legal 1er trimestre 1979

Avec les sidérurgistes, des milliers de travailleurs parisiens



(Photo HR)

Tôt le matin à plusieurs points de rassemblement des cars arrivent venant du Nord, de Lorraine, du midi et de la Loire.

(Photo HR)

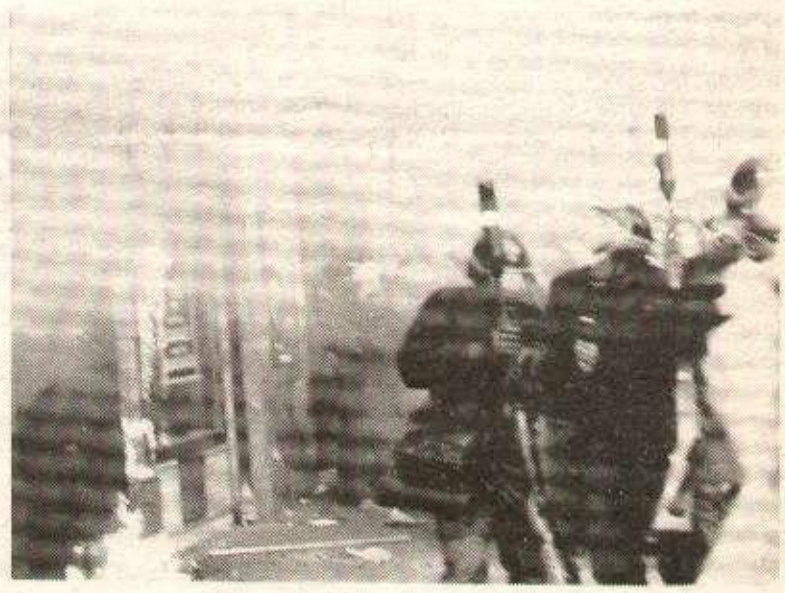
Vue générale de la manifestation sur les grands boulevards. Une démonstration de force et de solidarité.

(Photo HR)

Dans la manifestation.

(Photo HR)

Les sidérurgistes allemands de Duisburg étaient venus en personne soutenir les sidérurgistes français. Leur présence contredisait les slogans chauvins et antiallemands de quelques banderoles.



(Photo HR)

Pris sur le vif par nos journalistes, les affrontements au départ de la manifestation.

Le comité de rédaction de l'Humanité rouge s'associe aux protestations contre les violences policières dont plusieurs journalistes ont été victimes dans l'exercice de leur profession.